

J'invite M. Beaudoin, qui est à la tête de Bombardier, symbole de l'entrepreneuriat québécois, à mettre son talent au service de ses compatriotes quoi qu'il advienne.

* * *

[Traduction]

NAGER POUR LA VIE

Mme Sharon Hayes (Port Moody—Coquitlam, Réf.): Monsieur le Président, il arrive qu'un acte de courage et d'engagement exceptionnel vienne attirer l'attention sur des questions nationales mieux que ne pourrait le faire n'importe quelle parole ou n'importe quel écrit. C'est le cas de l'épreuve de natation que Fin Donnelly, de Coquitlam, a terminée le 24 septembre après avoir effectué le difficile parcours du fleuve Fraser, soit une distance de 1 325 kilomètres, en 20 jours.

La campagne «Nager pour la vie» de Fin Donnelly se voulait une initiative individuelle pour sensibiliser la population aux abus environnementaux dont est victime le fleuve Fraser et à l'urgence de protéger cette voie d'eau unique. Au cours de son périple de 20 jours, Fin a soutenu un rythme trépidant malgré divers obstacles, tant personnels que naturels.

En nageant pour faire valoir la nécessité de protéger nos eaux contre la pollution, Fin a prouvé que les citoyens ordinaires, les entreprises et les gouvernements peuvent contribuer tout autant à la solution qu'au problème.

Je me joins à mes électeurs pour souligner le courage de ce jeune homme et son engagement envers la protection de l'une des grandes richesses naturelles du Canada, le fleuve Fraser.

* * *

[Français]

LA LANGUE FRANÇAISE

Mme Anna Terrana (Vancouver—Est, Lib.): Monsieur le Président, récemment, la Société Saint-Jean-Baptiste a remarqué que si le Québec ne procède pas à protéger la langue française, les Québécois francophones deviendront une minorité.

La langue est un des facteurs les plus importants d'une culture. La richesse de la langue française est reconnue dans le monde. Pendant plusieurs siècles, le français était parlé, non seulement en France, mais dans beaucoup d'autres pays. En fait, le français était la langue des diplomates.

En ce moment au Canada, il y a des milliers de cours d'immersion en français. Dans mon comté de Vancouver—Est, l'école primaire Hastings offre des cours d'immersion en français. Quand je l'ai visitée, j'ai été surprise par le degré de connaissance et de compréhension de la langue des étudiants des classes de sixième et de septième année.

Je crois en un Canada bilingue et uni. Il faut le garder tel quel.

Article 31 du Règlement

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDIAIRE

M. Nick Discepola (Vaudreuil, Lib.): Monsieur le Président, le Comité des Québécois et Québécoises pour le non a dû se résigner à produire le budget de l'an un d'un Québec indépendant, quand il s'est rendu compte que malgré les appels répétés de la population et de la communauté d'affaires, les séparatistes du Québec refusent toujours de chiffrer leur projet de séparation.

Le budget de l'an un, tel qu'il a été présenté hier, constitue une mise à jour scientifique de ce que le chef du Parti québécois avait présenté en 1973.

Ce document nous apprend qu'un Québec indépendant hériterait d'un déficit se chiffrant au minimum à 15,6 milliards de dollars. Alors, les travailleurs et travailleuses du Québec se verraient forcés de payer au moins 3 000 \$ d'impôt supplémentaire annuellement.

Les séparatistes du Québec refusent de parler des coûts de la séparation. Nous le ferons pour eux, parce que la population a le droit de le savoir. Le 30 octobre prochain, ce sera non au projet de séparation.

* * *

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDIAIRE

M. Martin Cauchon (Outremont, Lib.): Monsieur le Président, le chef péquiste a réalisé hier que tous les maires qui veillent à la gestion quotidienne de leurs municipalités ne s'engagent pas à la légère dans des projets sans pouvoir au préalable en connaître les coûts et les impacts.

Le maire de Montmagny, Jean-Claude Croteau, a profité du passage du premier ministre péquiste dans sa région pour l'inviter à faire connaître à l'avance l'offre de partenariat qui serait faite au Canada au lendemain d'un oui.

Les tenants de la séparation refusent de rendre cette offre de partenariat publique parce qu'ils savent très bien qu'une union économique et politique entre un Québec indépendant et le Canada est irréalisable. La seule véritable option qu'ils poursuivent est la séparation du Québec. Le reste n'est qu'un nouveau mirage pour leurrer l'ensemble de la population.

* * *

L'UNION ÉCONOMIQUE QUÉBEC-CANADA

M. Benoît Sauvageau (Terrebonne, BQ): Monsieur le Président, les ténors fédéralistes veulent faire croire aux Québécois que le Canada anglais pourrait se passer d'un accord de partenariat avec un Québec souverain.

La réalité économique, c'est que le Québec est le deuxième partenaire commercial du Canada anglais, et ce, loin devant le Japon et l'Allemagne.

● (1410)

La réalité économique, c'est que les Québécois achètent aux provinces de l'Atlantique pour 420 millions de dollars par année de poisson et d'aliments. Ce sont aussi 850 millions de dollars de pétrole et de gaz naturel vendus au Québec par l'Alberta. C'est aussi Bay Street, le cœur financier de Toronto, qui perdrait